

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Investiture du chef de l'État du Ghana: Moubelet Boubeya représente Ali Bongo Ondimba

J.K.M

Libreville/Gabon

Le ministre des Affaires étrangères, Pacôme Moubelet Boubeya, a représenté, jeudi dernier, à Accra, le chef de l'État Ali Bongo Ondimba, à l'investiture du président de la République du Ghana, Nana Akufo-Addo, réélu pour un second mandat de quatre ans le 7 décembre dernier.

La présence du chef de la diplomatie gabonaise dans la capi-

itale ghanéenne, aux côtés d'un certain nombre de chefs d'État et de gouvernement du continent, témoigne de l'excellence des relations entre le Ghana et le Gabon. Une coopération bilatérale sous-tendue par des rapports d'amitié et de fraternité qui unissent le numéro un gabonais à son homologue ghanéen.

Deux dirigeants animés par l'ambition de faire du continent, une zone de paix, de stabilité et de prospérité au service des populations. Dans cette optique, Ali Bongo Ondimba et Nana

Akufo-Addo sont deux fervents partisans de l'intégration africaine. D'où l'adhésion de leurs nations respectives à la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf), entrée en vigueur le 1er janvier dernier. Un vaste marché devant stimuler la croissance, booster l'inclusion économique et réduire la pauvreté sur le continent, en s'appuyant sur un peu plus d'un milliard de consommateurs.

Quoi qu'il en soit, après avoir prêté serment, Nana Akufo-Addo s'est engagé "à fédérer toutes les forces vives de son pays".



Photo: DR

Le chef de la diplomatie gabonaise, Pacôme Moubelet Boubeya, à son arrivée à l'investiture du président ghanéen.

RHM: Michel Menga M'Essone justifie le "Congrès de clarification"

Yannick Franz IGOHO

Libreville/Gabon

La guerre "fratricide" et larvée entre Michel Menga M'Essone et Hugues Alexandre Barro Chambrier, tous deux cofondateurs du Rassemblement héritage et modernité (RHM), est loin de connaître son épilogue. En témoigne la volée de bois vert réciproque. La dernière sortie du bois de Michel Menga M'Essone, par ailleurs ministre de la Culture et des Arts, qui vient de réagir au récent point

de presse animé par Edgard Owono Ndong, 3e vice-président du Rassemblement pour la patrie et la modernité (RPM), faisant foi. Le membre du gouvernement a précisé que le "Congrès de clarification" convoqué par lui ne souffre d'aucune illégitimité au regard de son statut d' élu.

"Quand Barro dit qu'il ne me reconnaît pas la légitimité, mais qui lui a conféré la légitimité? Pourquoi pense-t-il que la légitimité, c'est lui qui doit la revendiquer?", s'est-il interrogé. Avant de rappeler que contrairement à son "frère

ennemi" il a bel et bien été élu aux dernières élections législatives. "C'est moi qui suis l' élu RHM. Lui, il ne l'est pas. Qui a la légitimité?", a-t-il demandé avec un brin d'ironie. Point besoin d'être un érudit pour comprendre le message subliminal de Michel Menga M'Essone. Pour lui, le Congrès de clarification se justifie pleinement. Non sans revenir sur la genèse du RHM et le consensus autour de la gestion dudit parti qui ne dispose pas de président mais de secrétaires généraux. Une option retenue au regard des expériences

d'autres écuries politiques.

À en croire certains observateurs du landerneau politique, l'actuel duel a été exacerbé par la lenteur administrative du ministère de l'Intérieur qui aurait dû trancher la question au moment où il a été notifié du changement de dénomination (passage du RHM au RPM). Dans tous les cas, cette sortie de Michel Menga M'Essone vient accentuer un peu plus le flou artistique inhérent à la paternité du RHM.

Pour ainsi dire la saga RHM se poursuit.



Photo: Joseph MANIANGA/ L'Union

Michel Menga M'Essone estime qu'il dispose de la légitimité nécessaire pour parler au nom du RHM.

Entre nous soit dit Impitoyable sera cette année...

2021 se pointe avec une curieuse impatience et une accélération, sans délai, du fait politique sous nos cieux et bien au-delà aussi. Nous ne ferons pas grand cas de tous ces messages de vœux à la Nation, faits d'incantations pieuses et des mêmes truismes revisités. Tout commence par le congrès de la "chapelle" à Menga M'Essone, "l'authentique Héritage et modernité", comme le proclament les ouailles de Michel, le matheux.

Entre cosinus et suites analytiques, voilà Santiago, en véritable tacticien et stratège, faisant le coup de Trafalgar à Barro Chambrier. En un tour de main, les élus font une mutinerie en sabordant la frêle barque du Rassemblement pour la patrie et la modernité (RPM). Surtout ne pas se tromper de guerre. Il n'y a point de chantage, ni de trafic d'influence par proximité d'avec le pouvoir. Les élus l'ont

été sous la bannière Héritage et modernité. Une fois cela reconnu, la cause est entendue.

Le rythme est effréné et personne ne veut s'en laisser conter. Surtout pas nos compatriotes d'Appel à Agir, avec la contestation aiguë et prompte qui les caractérise. Ils nous conviennent à une grand-messe demain. La récurrence est un peu leur marque de fabrique. Tenez-vous bien, il sera question de la vacance du pouvoir! Le langage sera châtié. Les envolées lyriques toujours absconses et sibyllines. Face à tant d'érudition, nous nous exclamerons: oh, comme ils parlent bien! Mais en fait, la révision constitutionnelle a été adoptée. Alors, à quoi rime ce combat d'arrière-garde? En ce début d'année, il se trouve un autre phénomène qui est la propension frénétique de bon nombre de compatriotes à vous confier, sous le sceau du secret, la com-

position du prochain bureau du Sénat avec un tel pour président et celle du nouveau gouvernement. L'éviction souhaitée de certains noms se fête déjà avec jubilation et exaltation.

Nous avons à cœur de célébrer l'attitude toute républicaine et citoyenne de l'édile du 5e arrondissement de Libreville, Chadi Moukarim. Cinq cent vingt (520) de nos enfants se trouvent à la rue, du fait des mafias souter- raines. Cela est inadmissible. Nous pensions qu'au Gabon, le foncier appartenait à l'État et, prioritairement, en cas d'intérêt public avéré. Ce noble principe a été jeté dans les eaux troubles d'Oloumi pour de la spéculation. Les sanctions doivent tomber. Bassé!

Teddy OSSEY
Chroniqueur